

BAIL COMMERCIAL

CE BAIL COMMERCIAL (ce « bail ») en date du 1 août 2022 est fait

ENTRE :

Sarl Sacha dont le siège social est au 11 Bis Av. de la Libération, 33360 Latresne, France
(« le bailleur »)

ET

Sas Baladavelos Store dont le siège social est au 23 Rte de la Seleyre, 33360 Latresne, France
(« le preneur »)

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Le présent bail constitue une location à usage collectif soumis au statut des baux commerciaux visé par les dispositions de l'article L. 145-1 et suivants du Code de commerce, conformément à la loi numéro 2014-626 du 18 juin 2014, dite loi « PINEL ».

Le bailleur donne en location le local ci-après désigné au preneur, qui accepte les conditions suivantes : qui respecte et accepte les règles et règlements français.

Le bailleur donne en location le local ci-après désigné au preneur, qui accepte les conditions suivantes :

Désignation des locaux

1. Le bien loué est le local qui se situe à l'adresse suivante : 23 bis avenue de la libération 33360 Latresne
2. La superficie est de 95 m².
3. Sous réserve des dispositions du présent bail, le preneur a le droit d'utiliser le stationnement sur les permis.
4. Le bien loué ne fait l'objet d'aucune hypothèque ou d'aucune servitude résultant de la situation des lieux, de la loi ou des dispositions relatives à l'aménagement urbain.

· **Usage des Locaux**

5. Les locaux sont destinés à l'usage suivant : commerce cycle.
6. Le bien sera loué pour l'usage commercial uniquement.
7. Le preneur est autorisé à y exercer toute activité commerciale, industrielle ou artisanale.
8. En cas de changement d'activité au cours du bail, le preneur devra en informer le bailleur par lettre recommandée avec accusé de réception selon les conditions fixées par les articles L.145-47 et suivants du Code de commerce.

Durée du bail

9. Le présent bail est conclu pour une durée de 9 ans, à compter du 01/08/2022
10. Les parties pourront cependant demander la résiliation du bail à l'issue de chaque période triennale, par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 6 mois avant l'issue de la période triennale, dans le respect des conditions légales imposées par la loi relative aux conséquences de la résiliation.

Loyer

11. Le preneur versera un loyer mensuel fixe d'un montant de 1 000,00 € le 16 février 2024 et à la même date à chaque mois.
12. Les loyers pourront être révisés à la demande de l'une ou l'autre des parties sous les réserves prévues aux articles L. 145-38 et 39 du Code de commerce et dans les conditions fixées par décret du Conseil d'Etat. La demande en révision ne pourra ainsi être formée que trois ans au moins après la date d'entrée en jouissance du Preneur ou après le point de départ du bail renouvelé. La révision du loyer prendra effet à compter de la date de la demande en révision. De nouvelles demandes pourront être formées tous les trois ans à compter du jour où le nouveau prix sera applicable.
13. La majoration ou la diminution de loyer consécutive à une révision triennale ne pourra excéder la variation de l'indice trimestriel des loyers commerciaux ou de l'indice trimestriel des loyers des activités tertiaires mentionnés aux premier et deuxième alinéas de l'article L.112-2 du Code monétaire et financier, intervenue depuis la dernière fixation amiable ou judiciaire du loyer, à moins que ne soit rapportée la preuve d'une modification matérielle des facteurs locaux de commercialité ayant entraîné par elle-même une variation de plus de 10% de la valeur locative.

Renouvellement du bail

14. À défaut de congé, le bail est tacitement prolongé au-delà du terme fixé par les présentes. Le preneur qui souhaite demander le renouvellement du bail doit en faire la demande, soit dans les six mois qui précèdent l'expiration du bail, soit à tout moment dans la période de prolongation. La demande de renouvellement doit être notifiée au bailleur par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
15. En cas de refus de renouvellement de la part du bailleur, celui-ci devra au preneur, en vertu de l'article L 145-14, sauf dans les cas prévus à l'article 1.145-17 du Code de commerce, une indemnité d'éviction.

Charges et contributions

16. Le bailleur aura à sa charge le règlement (conformément à la loi n° 2014-626 du 18 juin 2014, la loi « PINEL ») :
- des dépenses relatives aux grosses réparations touchant au bâti ;
 - des dépenses relatives à la vétusté ou à la mise à la norme ;
 - des honoraires liés à la gestion des loyers des locaux loués ;
 - des impôts, taxes et redevances liés à la propriété des locaux; cela ne comprend pas la taxe foncière et les taxes connexes.
17. Le preneur s'engage, quant à lui, à prendre en charge les dépenses d'entretien et de réparation courantes, ainsi que les charges liées à l'occupation des locaux :
- des dépenses courantes d'eau, de gaz et d'électricité ;
 - des dépenses d'entretien et de réparation courantes ;
 - des dépenses d'équipement de la copropriété le cas échéant ;
 - des travaux d'embellissement ;
 - des impôts, taxes et redevances liés à l'usage des locaux loués ou à un service dont bénéficie le preneur, telles que la taxe foncière et les taxes connexes ou les frais de voirie, les frais d'enlèvement des ordures et les frais connexes.

Pénalités

18. Tout somme due par le preneur au bailleur au titre des loyers, charges, taxes et impôts quelconque ou autres et non payés à leur échéance, sera redevable d'un intérêt fixé au taux d'intérêt de la BCE majoré de 10 points, calculé par jour de retard jusqu'au paiement complet, nonobstant l'application de la clause résolutoire prévue dans le présent bail.

État des lieux

19. Le preneur s'engage à prendre les lieux dans l'état où ils se trouvent lors de son entrée en jouissance. Un état des lieux, produit en annexe, a été établi entre les parties, avant la signature des présentes. Ce document constitue la preuve de l'état de l'ensemble du bien sur lequel porte le bail au moment de la remise des clefs au preneur, ainsi que du relevé des éventuels systèmes de comptage des consommations d'eau, de gaz, et d'électricité.
20. Un état des lieux de sortie sera établi en fin de bail, dont le coût sera supporté par le preneur, après que les parties aient convenu d'un rendez-vous huit jours à l'avance au moins.

Travaux et réparations

21. Le preneur pourra effectuer, au sein du bien loué, les travaux d'installation, d'aménagement, d'équipement ou d'embellissement qui lui paraîtront nécessaires, notamment pour lui permettre d'utiliser les lieux loués, dans la mesure où ceux-ci ne nuisent pas à la solidité et à l'intégrité de la structure de tout ou partie du bien.
22. Tout travaux dépassant le cadre ci-dessus décrit, devra recevoir l'autorisation expresse et écrite du bailleur.
23. Il est interdit au preneur de transformer les lieux loués dans leurs structure ou éléments, particulièrement par construction ou démolition.
24. Le bailleur déclare, en application de l'article L.145-40-2 du Code de commerce, qu'il n'y a pas eu de travaux réalisés dans les lieux loués au cours des trois années précédentes. Le bailleur déclare, en application de l'article L.145-40-2 du Code de commerce, qu'il n'envisage pas réaliser de travaux dans les lieux loués au cours des trois années suivantes.

Obligations du preneur

25. Le preneur devra :
- jouir raisonnablement des locaux loués suivant leur destination et se conformer au règlement de copropriété (si nécessaire) ou aux dispositions du cahier des charges de lotissement, dont il reconnaît avoir eu connaissance ;

- b. ne rien faire qui puisse nuire à la jouissance des voisins et n'exercer aucune activité contraire aux bonnes mœurs ;
- c. payer toutes les charges de ville, de police, de réglementation sanitaire, de salubrité, ainsi que toutes celles pouvant résulter des plans d'aménagement de la ville, et des autres charges de manière à ce que le bailleur ne puisse aucunement être inquiété ni recherché à ce sujet.

Assurance

26. Le preneur déclare que les garanties souscrites par le syndicat des copropriétés couvrent, sans toutefois s'y limiter, les risques d'incendie en valeur à neuf et autres risques divers tels que la foudre, les explosions, les dommages électriques, les catastrophes naturelles en cas de sinistre couvert par les garanties contractées par lesdits occupants.

Cession

27. Le preneur peut céder son bail à un tiers repreneur. La cession du bail permet au repreneur de reprendre le bail conclu entre le preneur et le bailleur pour la durée restant à courir. La cession ne modifie pas le bail initial, qui subsiste en l'état, notamment concernant le montant du loyer. La cession doit être notifiée au bailleur par acte extrajudiciaire, sauf dans le cas où le bailleur accepte la cession dans l'acte de cession lui-même.

Dossier de diagnostic technique

28. Le bailleur déclare que les locaux n'entrent pas dans le champ d'application des articles L. 125-5 et R. 125-23 du Code de l'environnement relatif aux risques technologiques, naturels et sismiques.
29. Le bailleur déclare que les locaux n'ont pas subi de sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance au titres des risques de catastrophes naturelles.

Enregistrement

30. Le présent contrat ne sera soumis à enregistrement qu'à la demande de l'une des parties à ses frais.

Élection de domicile

31. Les parties font élection du domicile, pendant toute la durée du bail et pour ses éventuelles suites :
- a. pour le bailleur : au lieu d'établissement de son siège social s'il est une personne

morale ou à son domicile s'il est une personne physique ; et

- b. pour le preneur : dans les lieux loués.

Dispositions générales

32. Tout défaut ou retard du bailleur dans l'exercice de ses droits ou recours en vertu du présent bail ne constitue pas une renonciation à ce droit ou à ce recours.
33. Ce contrat lie les héritiers, exécuteurs, successeurs et ayants droits respectifs, et le cas échéant, le bailleur et le preneur. Toutes les clauses du contrat devront être interprétées comme les conditions du bail.
34. Tous les montants payables par le preneur au bailleur hors loyer mais liés aux dispositions du contrat seront des loyers supplémentaires et seront considérés comme retards de loyers.

Annexes

35. Les documents suivants sont annexés au présent contrat :
- Le dossier de diagnostic technique
 - L'état des lieux

Fait à Latresne le 1 août 2022 en 2 exemplaires et chaque partie en a reçu un.

Sandrine Dutournier

Dimitri Mandret

Témoin :

Témoin :